

Les PME de la CONSTRUCTION

Moteur de la croissance économique durable en Europe

www.ebc-construction.eu
secretariat@ebc-construction.eu
[@EBC_SMEs](https://twitter.com/EBC_SMEs)
+32 (0)2 514 23 23

Manifeste d'EBC pour le mandat législatif européen 2014-2019

Depuis les dernières élections européennes en juin 2009, l'économie européenne a été frappée par une crise profonde et durable, qui affecte particulièrement les artisans, petites et moyennes entreprises du secteur de la construction. Des centaines de milliers d'entreprises et d'emplois ont disparu au cours des dernières cinq années et l'existence de nombreuses PME de la construction est encore en jeu. Selon certains experts, le niveau de production de 2008 des entreprises de construction ne sera de nouveau atteint qu'en 2023.

Les PME de la construction ont besoin de mesures fortes et ciblées pour surmonter cette crise et exprimer leur potentiel économique. Les Institutions européennes et les Gouvernements doivent faire la distinction entre des finances publiques saines et des politiques d'austérité aveugles pour sortir de la crise.

Le prochain Parlement européen doit fournir aux petites et moyennes entreprises un environnement politique et des conditions économiques pour qu'elles puissent faire ce qu'elles font de mieux: travailler et créer des emplois et de la richesse au niveau local. En effet, les petites et moyennes entreprises de la construction sont essentielles au bien-être et à la relance de l'Union européenne.

En
BREF

- 1 - Créer un cadre financier et budgétaire incitatif**
- 2 - Mettre en œuvre le Small Business Act et le principe "Penser aux petits d'abord"**
- 3 - Développer l'esprit d'entreprise dans l'éducation et la formation professionnelle**
- 4 - Concilier libertés du Marché intérieur et concurrence loyale**
- 5 - Transformer les défis environnementaux en opportunités**
- 6 - Rendre la normalisation accessible et adaptée aux PME**

METTRE EN PLACE UN ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE FAVORABLE AUX PME

C'EST CE DONT LES PME DE LA CONSTRUCTION EN EUROPE ONT BESOIN POUR SORTIR DE LA CRISE

LES PROPOSITIONS D'EBC

1 CRÉER UN CADRE FINANCIER ET BUDGÉTAIRE INCITATIF

Trois millions d'entreprises de la construction sont en attente de mesures axées sur la croissance et d'actions décisives pour favoriser l'accès au financement et améliorer la politique budgétaire. Ramener la confiance dans le système économique et financer les investissements productifs est primordial pour restaurer la croissance, les politiques d'austérité aveugles ayant prouvé leur inefficacité.

Comment atteindre cet objectif:

- ◊ Equilibrer la consolidation des finances publiques avec un programme d'investissement solide pour stimuler la croissance
- ◊ Encourager les Etats membres à mettre en œuvre et maintenir des taux de TVA réduits pour les « services à forte intensité de main d'œuvre » tels que les travaux de rénovation des logements
- ◊ Faciliter l'accès des PME au financement en améliorant les lignes de crédit traditionnelles et les prêts bancaires
- ◊ Fournir aux PME des garanties financières plus solides pour les risques d'investissement en utilisant le Fonds Européen d'Investissement
- ◊ Conduire les instruments financiers européens à réellement atteindre les PME au niveau local

2 METTRE EN ŒUVRE LE SMALL BUSINESS ACT ET LE PRINCIPE « PENSER AUX PETITS D'ABORD »

Le Small Business Act SBA est une étape importante de la politique européenne pour les PME. Le SBA et son principe clé "Penser aux petits d'abord" reconnaît le rôle central joué par les micro-entreprises dans l'économie européenne pour promouvoir le développement de l'entrepreneuriat. Néanmoins, en dépit de déclarations diverses des responsables politiques, la législation européenne est loin d'appliquer de manière assidue les principes du SBA. En effet, étant donné son caractère non contraignant, sans un véritable respect de ses principes, le Small Business Act demeurera une démonstration de bonne volonté.

Comment atteindre cet objectif:

- ◊ Réduire la charge administrative en réalisant le « Test PME » pour toute nouvelle proposition législative et au cours du processus législatif avec le Parlement européen et le Conseil
- ◊ Utiliser le potentiel du programme REFIT pour la législation européenne existante
- ◊ Surveiller et évaluer la mise en œuvre du SBA au niveau national
- ◊ Surveiller et combattre la « surréglementation » ajoutée par les Etats membres à la législation européenne afin d'éviter les effets cumulatifs de réglementations inutiles
- ◊ Simplifier la législation sur la santé et sécurité au travail et la mettre en œuvre pour la rendre plus adaptée aux petites et moyennes entreprises
- ◊ Renforcer la structure de gouvernance du Small Business Act, comme le Réseau des représentants des PME et l'Assemblée des PME en y associant le Parlement européen

3 DÉVELOPPER L'ESPRIT D'ENTREPRISE DANS L'ÉDUCATION ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le secteur de la construction souffre généralement d'un manque de main d'œuvre qualifiée. En particulier, les travailleurs de la construction doivent démontrer de nouvelles capacités liées à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. Alors que ce type de compétences commence à être abordé par les politiques publiques, l'esprit entrepreneurial reste encore trop délaissé. L'esprit d'entreprise est essentiel pour entreprendre de nouvelles activités ou des activités innovantes, mais il est également fondamental pour le transfert générationnel de milliers d'entreprises à venir.

Comment atteindre cet objectif:

- ◊ Intégrer l'entrepreneuriat dans l'enseignement professionnel et les programmes de formation
- ◊ Améliorer l'implication des associations de PME et des partenaires sociaux dans les systèmes d'apprentissage et la définition des compétences du secteur
- ◊ Renforcer l'utilisation des compétitions de compétences telles que EuroSkills pour attirer les jeunes dans le secteur de la construction
- ◊ Mieux utiliser le Fonds Social Européen pour promouvoir les compétences vertes et former à la santé et sécurité au travail
- ◊ Reconnaître EBC comme partenaire social européen de la construction

4 CONCILIER LIBERTÉS DU MARCHÉ INTÉRIEUR ET CONCURRENCE LOYALE

Le Marché intérieur européen offre des opportunités de croissance aux PME de la construction. Néanmoins, le secteur de la construction est très sensible aux disparités de coût du travail, notamment quand elles proviennent du travail non déclaré et du dumping social. Le travail non déclaré et les faux travailleurs indépendants provoquent des dommages aux PME honnêtes, soucieuses de la loi et qui respectent les droits sociaux de leurs employés. Cette situation conduit inévitablement à une concurrence déloyale car ces entreprises doivent supporter des coûts et des charges supérieurs. Par conséquent, les entrepreneurs ont besoin de règles communes au niveau européen pour empêcher le travail non déclaré, le faux travail indépendant et le dumping social, d'autant plus dans l'application des libertés du Marché intérieur.

Comment atteindre cet objectif :

- Combattre la concurrence déloyale et le dumping social résultant d'une utilisation abusive de la législation européenne en appliquant la directive sur le détachement des travailleurs. Les Etats membres qui souhaitent introduire des mesures complémentaires à la directive devraient y être autorisés
- Coopérer et échanger des informations sur les transferts transfrontaliers des travailleurs non déclarés par l'activation d'une plateforme européenne entre inspecteurs du travail et ministères des Etats membres
- Etablir une base de données publique en ligne permettant aux PME de vérifier la conformité de leurs sous-traitants potentiels avec la législation sociale. Semblable à la base de données VIES pour les numéros de TVA, le système devrait s'appuyer sur les données récupérées par les autorités publiques
- Harmoniser la législation en matière de sécurité sociale dans les pays européens tout en respectant les principes de subsidiarité et de proportionnalité.
- Réviser la directive Services pour évaluer son fonctionnement ainsi que son lien avec la concurrence déloyale.

5 TRANSFORMER LES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX EN OPPORTUNITÉS

Le marché de réhabilitation des logements est de plus en plus précieux pour les petites et moyennes entreprises de la construction. Ces activités créent de nombreux emplois qualifiés et sont vitales pour de nombreux entrepreneurs pour éviter un risque de défaillance. Néanmoins, pour soutenir son potentiel de croissance et encourager l'accès des PME à l'économie verte et au marché de la rénovation énergétique, il est nécessaire de mettre en œuvre le bon cadre financier et réglementaire.

Comment atteindre cet objectif:

- Trouver des moyens efficaces pour couvrir les coûts initiaux des travaux de rénovation énergétique (par exemple, le Green Deal en Grande Bretagne et le contrat de performance énergétique)
- Mettre en place des mesures fiscales d'accompagnement pour soutenir les investissements des petites et moyennes entreprises. A titre d'exemple, des taux de TVA réduits sur les matériaux économes en énergie et leur installation devraient être considérés comme des outils efficaces et légitimes des politiques sociale et environnementale
- Affecter des moyens financiers propres, tels que les fonds structurels. Il est particulièrement nécessaire de mettre en place des régimes financiers stables et à long terme
- Soutenir la création de groupements d'entreprises pour fournir des mesures concrètes et coordonnées dans les travaux d'efficacité énergétique des logements

6 RENDRE LA NORMALISATION ACCESSIBLE ET ADAPTÉE AUX PME

La normalisation est incontournable pour toutes les entreprises qui veulent accéder au Marché intérieur avec le marquage CE. Néanmoins, le processus de normalisation n'est pas facilement accessible en raison des barrières linguistiques, techniques et des difficultés financières qui rendent la participation des PME très compliquée. Par conséquent, les PME ont besoin d'une voix pour défendre leurs intérêts dans la création et l'accès aux normes.

Comment atteindre cet objectif :

- SOUTENIR les projets dans lesquels les PME sont représentées dans le processus de normalisation. Un exemple concret de ce type de projet est la création de Small Business Standards – SBS
- RÉALISER une évaluation d'impact du règlement lié aux produits de construction pour évaluer les effets des procédures simplifiées sur les micro-entreprises
- PRENDRE EN CONSIDÉRATION la demande du marché et les besoins des acteurs lors de la création de normes. Les normes ne devraient pas être imposées par l'administration publique et ne devraient pas être utilisées comme des outils quasi-législatifs

La EUROPEAN BUILDERS CONFEDERATION EBC

est l'organisation professionnelle représentant les associations nationales des artisans et PME du secteur de la construction.

EBC a été créée en 1990 pour défendre et représenter exclusivement les PME de la construction au niveau européen. A travers ses 20 membres et fédérations partenaires, EBC représente 2 millions de micro, petites et moyennes entreprises du secteur de la construction.

EBC est membre de l'Union Européenne des Artisans et PME (UEAPME), pour laquelle elle préside le Forum construction. Elle est aussi membre de WorldSkills Europe, siège au Comité permanent pour la construction et prend part au Comité européen de dialogue social sectoriel.

10  **91,9%**
Entreprises de la construction en Europe avec moins de **10 salariés**

20  **96,9%**
Entreprises de la construction en Europe avec moins de **20 salariés**

50  **98,9%**
Entreprises de la construction en Europe avec moins de **50 salariés**

250  **99,9%**
Entreprises de la construction en Europe avec **moins de 250 salariés**

+250  **0,1%**
Entreprises de la construction en Europe avec **plus de 250 salariés**



LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION



10%
du PIB de l'Union européenne



3 millions
d'entreprises dans le secteur



13 millions
de travailleurs dans le secteur



40%
des émissions de gaz à effet de serre

LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION

80%
Réaliment 80% du chiffre d'affaires du secteur



83%
Employent 83% de la main d'œuvre



Créent des emplois locaux pour les activités manuelles traditionnelles qui ne sont pas délocalisables



Ont un véritable potentiel de réduction du chômage des jeunes, offrant de plus en plus d'emplois qualifiés

